

Mobilisation écologique Corbières, Minervois

I / Objectifs et philosophie d'action.

Face aux problématiques écologiques et sociales actuelles : changement climatique, effondrement de la biodiversité, et affaiblissement de la résilience humaine, il est nécessaire de trouver les chemins d'un changement rapide et efficace.

Les derniers rapports des experts du GIEC pour le climat et de l'IPBES pour la biodiversité nous disent explicitement que nous disposons de 5 ans, guère plus, pour mobiliser la société de manière massive et pour mettre sur orbite l'indispensable révolution civilisationnelle qui permettra à l'humanité d'éviter le pire.

Cette révolution placera au plus élevé de nos normes constitutionnelles la limitation de la consommation humaine à ce que la planète peut fournir de manière renouvelable sans impact destructif sur les biens communs : le climat, la biodiversité, l'air, l'eau et les sols.

Au plan individuel, nous devons faire profondément évoluer nos habitudes de consommation : consommer moins, manger local et bio, moins de viande, moins de poissons, diminuer drastiquement nos déchets et diminuer notre consommation énergétique.

De nombreuses idées peuvent être mises en œuvre pour informer le public, soutenir ces mutations individuelles et les inscrire dans un mouvement collectif convivial et chaleureux.

Au plan collectif, dans les 5 ou 10 ans à venir, nous devons relocaliser nos productions agricoles, effectuer une transition vers une agriculture 100% bio et abandonner la pêche et l'élevage industriels et intensifs.

Dans ces mêmes délais, nous devons être capables de réduire considérablement notre consommation énergétique et d'en décentraliser massivement la production.

Enfin dans les 10 ans à venir nous devons nous projeter dans une nouvelle économie quasiment circulaire. C'est-à-dire une économie qui ne consommera pas plus d'énergie et de ressources que ce que la planète peut nous fournir de manière renouvelable, qui produira des biens durables et réparables à très long terme. Cette économie circulaire ne devrait employer que des matériaux réutilisés (ou recyclés à un coût énergétique modique) à partir des objets de consommation devenus obsolètes. Les nouveaux objets de consommation devront donc être conçus dès l'origine pour être facilement réparables et évolutifs à long terme.

La conception de ces objets devra être adaptée pour que leurs pièces et matériaux constitutifs soient réutilisables ou recyclables à 100%. Ces nouveaux cycles de production devront aussi être conçus pour minimiser leur dépense énergétique, et ne pas avoir d'impact destructif sur les biens communs : le climat, la biodiversité, l'air, l'eau et les sols.

Au plan politique, l'impératif de non destruction de notre cadre planétaire vital (le climat, la biodiversité, l'air, l'eau, les sols) et la nécessité de mise en place d'une économie circulaire doivent être placés au plus haut de nos règles de droit.

Nous n'avons donc que quelques années pour porter au pouvoir une « alliance écologique » constituée de partis et d'organisations politiques qui dépasseront leurs divergences et s'uniront pour poursuivre ces objectifs vitaux.

Nous sommes projetés dans une situation très proche de celle du Conseil National de la Résistance en 1944. Comme lui, nous devons dépasser nos clivages politiques traditionnels et élaborer un programme politique collectif et unitaire pour faire face aux enjeux de survie qui sont les nôtres aujourd'hui.

Notre rôle ne sera donc pas de soutenir tel ou tel parti de l'échiquier politique. Mais il sera de soutenir toutes les actions visant à l'émergence de cette « alliance écologique » majoritaire.

Ceci impliquera notre participation citoyenne à la construction de projets préfigurant cette mutation ainsi que notre opposition aux projets, normes et règles qui soutiennent les destructions écologiques en cours.

Cette folie destructrice est aujourd'hui massivement financée par des fonds publics. Il nous faudra donc réorienter ces fonds publics pour construire l'économie circulaire du futur.

Au plan de la mobilisation de la société, presque tout est à faire. Une nouvelle prise de conscience émerge dans tous les pays, sur tous les continents. Les jeunes commencent à comprendre que si nous ne bougeons pas vite, leur vie est foutue. De nombreux étudiants, réalisant ce contexte, refusent d'entrer dans des entreprises ou des organisations dont les objectifs et les activités détruisent leur futur. Les scientifiques, face à la gravité du constat, se mobilisent massivement et propagent la vérité sur l'état des lieux de la biodiversité, du climat, des sols, des océans. Ils posent clairement les échéances temporelles incontournables si nous voulons éviter l'effondrement et l'agonie du monde... Il nous faut donc amplifier et accélérer cette prise de conscience et trouver les chemins d'une mobilisation massive, mondiale et transgénérationnelle.

Ces mutations collectives vont constituer l'aventure majeure du 21^{ème} siècle. Si nous le voulons, si nous nous mettons en mouvement, cette aventure sera passionnante et mobilisatrice.

Elle nous fournira d'incroyables opportunités d'épanouissement humain et nous conduira sur les chemins d'un nouveau bonheur, d'un nouveau regard sur la beauté et d'une nouvelle fraternité entre la collectivité humaine et l'ensemble du monde vivant.

2 / informer et mobiliser la société

Dans l'ensemble le public n'est pas réellement informé de la réalité des dangers et de l'urgence de la situation. De nombreuses forces négationnistes, populistes et démagogiques alimentent le doute, le déni et le repli sur soi.

Notre travail sera donc de revenir sans cesse au réel, de diffuser et de vulgariser les études scientifiques qui progressivement lèvent le voile :

– Informer sur la réalité de la situation.

Face à la crise climatique, à l'effondrement du vivant, nous sommes désemparés et souvent incapables de regarder les choses en face. Le premier pas est d'acquérir une information de fond, objective et déculpabilisée, sur la réalité de ces crises.

Le monde scientifique nous y aide considérablement mais ses constats n'ont pas encore induit une prise de conscience collective et partagée.

C'est cette prise de conscience que nos actions d'information doivent accélérer.

Ces derniers mois, la situation évolue assez rapidement, mais beaucoup reste à faire pour que la prise de conscience devienne générale, transgénérationnelle et mondiale.

– Soutenir, encourager et motiver les mutations individuelles.

Pour un individu, ou une famille isolée, il est très difficile de faire évoluer ses habitudes de consommation. Notre but sera de créer et de soutenir une dynamique positive de changement individuel et de la rendre accessible à tous.

– Informer sur l'actualité.

Toujours pour objectiver les choses et libérer notre potentiel d'action, il faudrait tenir à jour une sorte de « tableau de bord » permettant à chacun de se confronter à l'avancement des destructions en cours mais aussi aux victoires et aux avancées de la résistance qui s'organise partout et sur tous les fronts.

Il nous faudra donc informer le public des protestations et manifestations qui s'organisent de plus en plus tant au niveau local que national et international.

Il va devenir vital, dans les mois à venir que les manifestations relatives au climat et à la biodiversité mobilisent mondialement des millions de citoyens.

Nous devons impérativement arriver à créer une vague de fond.

Et, bien sûr, il nous faudra aussi informer et solliciter la mobilisation du public sur l'ensemble des actions que nous engagerons ou soutiendrons au plan local.

– La méthode.

Grace à une ergonomie soignée, notre site internet devra permettre d'aiguiller le public vers des livres, des sites, des vidéos YouTube, des articles... qui expliquent ces problématiques écologiques d'une manière à la fois facile à comprendre et approfondie en termes de contenu.

Pour soutenir cette diffusion d'information nous devons également organiser notre présence récurrente et notre visibilité dans l'espace public (présence sur les marchés...), et, sur des thèmes plus focalisés, organiser des conférences, des rencontres, des repas...

Ces dispositifs d'information devraient permettre de « prendre contact » chaleureusement avec tous ces personnes qui, face à l'enjeu, ne savent pas bien comment s'y prendre ni par où commencer.

3 – Les projets

De nombreuses pistes d'action pourraient être investiguées, nous en avons identifié quelques-unes ci-dessous. Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive et pourra être complétée. La plupart de ces actions exigent de mener une étude préalable pour définir précisément leurs contours et leur faisabilité.

3.1 – Installer une « ferme maraichère bio pilote» sur notre territoire

Les objectifs de ce projet seraient multiples :

- Développer la production maraichère bio et locale.
- Développer un projet coopératif entre les citoyens investisseurs et consommateurs, les collectivités locales (pour développer l'alimentation bio dans les écoles, les maisons de retraite et autres services publics) et les association(s) et organisations professionnelles qui pourraient porter le projet au plan opérationnel.
- Travailler dans une optique de « projet pilote » qui, en cas de succès, pourrait assez facilement être dupliqué dans d'autres contextes, d'autres régions...

Ce projet est intéressant parce qu'il est capable de porter une dynamique et de créer un consensus et une habitude de « travailler ensemble » qui seront précieux dans les années à venir.

Ce projet est complexe, il exigera la réalisation d'une pré-étude approfondie qui devra faire le tour :

- des producteurs maraichers bio ou en conversion de la région lézignanaise, et des producteurs locaux conventionnels qui pourraient envisager leur conversion. Il faudrait donc voir si certains d'entre eux pourraient être intéressés à devenir l'une des « chevilles ouvrières » du projet.
- des associations type « Terre de liens » qui collectent des capitaux, gèrent une société foncière pour mettre à disposition les terrains agricoles et peuvent soutenir opérationnellement de tels projets.
- des représentants professionnels : Chambre d'agriculture, agriculture bio...
- des maires et représentants de la communauté de communes, de la région et du département qui pourraient être potentiellement intéressés par le projet.

Au plan du timing, l'idée serait d'avoir fait un tour sérieux de la question et d'avoir défini la faisabilité et les orientations possibles du projet avant fin mars 2020.

3.2 Projet « point pouce »

L'idée de ce projet est de mettre en place sur tous les villages volontaires de la communauté de communes un système de « co-voiturage light » n'exigeant pas forcément d'inscription sur internet type « blabla-car ».

Il s'agit plutôt d'établir quelques « points-pouce » bien signalisés dans nos villages. Ces points pouce deviendront à terme, les points de rencontre des personnes sans véhicule ayant

besoin d'aller en ville (ou de revenir chez eux) et de ceux qui disposent de places inoccupées dans leur véhicule.

Ici aussi une pré-étude est indispensable parce que plusieurs projets de ce type sont déjà déployés ou en cours de déploiement... En particulier un projet est en cours d'étude autour de l'agglomération narbonnaise.

Une fois fait ce tour des possibles pour définir le meilleur dispositif, il faudra trouver des porteurs de projet dans quelques-uns de nos villages. Démarrer avec quatre ou cinq villages serait très bien et permettrait ensuite l'extension progressive du dispositif.

Par ailleurs, ce projet pourrait être un excellent candidat pour l'appel à « projets citoyens » que le département souhaite financer en 2020.

3.3 Opération « Corbières protégées. Ici et maintenant »

L'idée est d'organiser des opérations nettoyage visibles et conviviales pour nettoyer nos espaces communs, bords de chemins, de routes, terrains divers... Et les libérer des plastiques, bouteilles et déchets qui les polluent dans l'indifférence...

3.4 Promotion de la production bio et locale

Notre nouvelle organisation sera un vecteur de promotion de la production bio et locale en faisant l'inventaire de l'ensemble des producteurs et en leur offrant une plate-forme promotionnelle sur notre site internet. Mais également en organisant des rencontres, des événements pour soutenir leur action. Ce soutien devra être particulièrement effectif pour aider les exploitants abordant leur processus de conversion.

Notre région dispose de tous les moyens, (notamment d'un cadre climatique favorable) pour devenir 100% bio à court terme, ce qui lui procurera un avantage compétitif considérable.

4 – Organiser notre participation citoyenne à la vie politique locale

Une initiative nationale appelée « **Pacte pour la transition** » a été lancée à l'initiative de nombreuses associations environnementales nationales. Cette initiative a pour but d'établir un dialogue entre les citoyens et les candidats aux municipales de 2020 pour fixer un « pacte » entre élus et citoyens pour mettre en œuvre au niveau de chaque municipalité une politique effective de transition écologique.

Les mesures proposées sont regroupées sous 32 rubriques concrètes couvrant l'ensemble des domaines de la gestion municipale. Dans chacun de nos villages, il suffirait de réunir un « groupe citoyen » de quelques personnes en charge de formaliser une liste d'actions à promouvoir en s'aidant des 32 rubriques du « pacte pour la transition ». Ces comités citoyen auront ensuite pour fonction de les soumettre à leurs élus présents et futurs et d'en suivre la réalisation.

Ici aussi un travail préalable est nécessaire pour se fixer des objectifs, sans doute limités dans un premier temps, mais tangibles et atteignables : par exemple on pourrait essayer de généraliser l'extinction de l'éclairage public la nuit, de bannir toute utilisation de bouteilles plastique et vaisselle jetable dans les événements communaux, de mettre en place la participation de la commune à un réseau de type « point-pouce », de proposer des itinéraires de pistes cyclables inter communales, de créer des « Repair-café », des projets de zones vertes ou jardins partagés en périphérie de nos villages, de création d'épiceries bio...

5 – Lutter contre les projets absurdes et destructeurs

Comme nous l'avons fait pour éviter la mise en exploitation de la centrale à bitume de Colas à l'entrée des Corbières, nous aurons probablement d'autres occasions d'essayer d'empêcher le développement de projets destructeurs ou simplement absurdes dans le contexte actuel.

Il nous faut être conscients du fait que la lutte contre certains projets ne fera pas forcément consensus. Il sera donc important de focaliser notre action et de concentrer nos forces collectives sur des actions largement consensuelles.

Nous n'en proposons qu'une dans ce document, car elle semble pouvoir effectivement générer le consensus : c'est d'essayer d'éviter l'extension prévue du port de Port la Nouvelle. Cette extension va mobiliser beaucoup de fonds publics pour un projet obsolète visant à augmenter le trafic pétrolier du port et exigeant la construction de 3km de digues qui affecteront à coup sûr le fragile écosystème reliant l'espace marin et l'espace lagunaire des lacs de Bages et de Sigean. Ce projet est très avancé, les décisions sont prises. Mais il semble tellement absurde qu'il est peut-être encore temps d'exiger qu'il soit « revisité » de fond en comble.